

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

LA PRESENTATION DU BURUNDI, PAR SON EXCELLENCE, ALAIN GUILLAUME BUNYONI, Le MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE A LA DEUXIEME CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA DECLARATION DE GENEVE 2011.

GENEVE, 31 Octobre 2011

Madame la Directrice du Programme des Nations Unies pour le Développement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les représentants des Agences des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations, Intergouvernementales et non Gouvernementales,
Distingués invités,
Chers participants,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le gouvernement suisse, les Nations Unies et tous les organisateurs pour l'honneur qui m'est accordé de m'adresser à cet auguste assemblé et de partager brièvement l'expérience du Burundi.

Progrès armes (« Instruments »)

Depuis la dernière conférence ministérielle, le Burundi a fait des progrès notables dans la consolidation de la paix et la réduction de la violence armée. Le dernier groupe rebelle a intégré le gouvernement et a participé en tant que parti politique dans les élections démocratiques de 2010.

Ces mêmes élections se sont déroulées dans un climat paisible, grâce notamment à la campagne réussie de désarmement civile en 2009, un processus qui a suivi une période d'amnistie sur la possession illégale d'armes à feu. Durant dix jours, des dizaines de milliers d'armes et de munitions ont été volontairement remis. Suite à cette campagne, la Commission Nationale Permanente pour le Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), en collaboration avec la police et l'armée, a lancé une opération de destruction de toutes les armes obsolètes et ou remises volontairement.

Mesurer impact

Notre Observatoire de la Violence Armée a collecté les données qui ont pu montrer l'impact significatif de cette campagne : le taux de violence armée dans les trois mois suivant la collecte des armes a révélé une diminution de la criminalité de 38%, comparé aux 10 mois précédents. Notre capacité à mesurer le taux de violence nous a permis de fournir à la population des preuves d'une amélioration de la situation sécuritaire à la veille des élections.

Excellences,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs...

Confiance et intégration PRVA dans des stratégies nationales

Ces efforts de contrôle des armes s'effectuent concomitamment avec la création des institutions visant à augmenter la confiance de la population dans la capacité de l'Etat à régler les différends au niveau politique et social : un Forum de Dialogue des Partis Politiques, l'institution de l'Ombudsman- ainsi que juridique : la Commission Indépendante des Droits de l'Homme et la future Commission Vérité et Réconciliation. En outre, beaucoup de réalisations dans le domaine de la prévention et réduction de la violence armée, comme le désarmement civil s'inscrivent dans un Cadre Stratégique de consolidation de la paix. Le Burundi a été un des premiers pays choisis pour être appuyé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

Notre Cadre Stratégique est holistique dans la mesure où il réunit les éléments de sécurité publique, de l'Etat de droit et de la réintégration socio-économique pour toutes les personnes qui ont été démobilisées ou victimes du conflit.

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté Deuxième Génération du Burundi adopte délibérément une approche qui intègre la réduction et la prévention de la violence armée. Ce Cadre incorpore de manière explicite le raffermissement de la sécurité et de l'Etat de droit parmi les hautes priorités du gouvernement pour la

consolidation de la cohésion nationale et du développement socio-économique durable. Notre Stratégie Nationale de la Lutte contre la Prolifération des ALPC et du désarmement civil et son Plan d'Action seront mise en œuvre en synergie avec le Cadre Stratégique de la Lutte contre la Pauvreté.

Nous sommes convaincus que cette approche intégrée va nous aider à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Défis, besoin d'analyse

Nous avons connu néanmoins des défis, voire des tragédies liées à la violence armée depuis la dernière conférence. Nous continuerons à améliorer nos stratégies et nos programmes sur base des analyses sur la violence armée en collaboration avec des principaux instituts de recherche notamment l'Institut de Recherche sur les Armes Légères (Small Arms Survey), le Centre d'Alerte et de Prévention de Conflits du Burundi--qui va mettre à jour une étude nationale des perceptions de la population Burundaise sur la sécurité-- et le Groupe de Recherche d'Information sur la Paix et la Sécurité, qui a analysé l'effet des violences armées sur les femmes. Cette dernière a enrichi notre Plan D'Action pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 des Nations Unies. Nous comptons sur la contribution des femmes burundaises, déjà nombreuses dans les postes de décision et dans le mouvement pour la paix.

Conclusion

Nous avons bénéficié du travail de coordination de nos partenaires qui soutiennent la sécurité et le développement, particulièrement la Suisse, les Pays Bas, la Belgique, les USA et l'Allemagne, ainsi que le BINUB, le PNUD et le BCPR et d'autres agences des Nations Unies, de l'Union Africaine et des autres organisations régionales et sous-régionales . Nous comptons aux partenariats continus pour qu'on puisse réaliser les projets concrets ensemble.

Excellences,

Distingués invités

Mesdames, Messieurs

Je ne saurais terminer cette présentation sans vous promettre que le Burundi continuera à traduire les objectifs de la Déclaration de Genève dans des actes concrets en se basant sur les conseils et les exemples de pratiques prometteurs qui sont fournis par vous les Etats membres et les partenaires dans la lutte contre la violence armée.

Merci pour votre aimable attention.